

Ces combats pour plus de justice sociale, et sans gilets jaunes, dont les chaînes infos ne parlent pas

Les "gilets jaunes" et leurs revendications disparates, où se mêlent prix du carburant, colères sociales, sentiment d'abandon et défiance vis-à-vis des "élites", ont été particulièrement relayés par les chaînes infos. En parallèle, des mouvements peu médiatisés se multiplient depuis quelques semaines. Les enseignants ont manifesté le 12 novembre pour défendre l'école face aux suppressions de postes. De la Dordogne à Rouen, des postiers mènent des grèves pour le maintien du service public postal. Les infirmiers se mobilisent ce 20 novembre pour l'hôpital. Panorama de ces luttes dont on parle peu, qui tentent de résister aussi à l'abandon des territoires périphériques.



Ce sont des mouvements qui retiennent peu l'attention des médias. Pourtant, ils se mobilisent à leur manière pour maintenir des services publics – de l'accès aux soins à la formation professionnelle, en passant par l'assurance-maladie, une justice de proximité, le secours aux personnes ou l'Éducation – sur tous les territoires, et améliorer le "pouvoir d'achat" de salariés. Souvent trop atomisées pour construire de véritables rapports de force, ces mobilisations sont parfois très longues – plusieurs semaines voire plusieurs mois ! –, souvent inventives, et quelquefois victorieuses.

Ces deux dernières semaines, aux quatre coins du pays, des postiers, des infirmiers hôpitaux, des enseignants, des pompiers, mais également des femmes de ménage, des vendeurs de grands magasins, des ouvriers de l'industrie se mobilisent pour leurs conditions de travail, leurs salaires et, dans le cas des services publics, pour que les services rendus à leurs concitoyens et financés par l'impôt ne soient pas bradés. Petit tour - non exhaustif - d'une France de travailleurs en lutte, et sans forcément revêtue de "gilets jaunes".

▣ Grèves de postiers en Dordogne, à Rouen et dans les Hauts-de-Seine

Le **6 novembre**, après 12 jours de lutte, les agents des bureaux de Poste de Sarlat et Siorac-en-Périgord (Dordogne) ont obtenu que trois cadres de leurs bureaux soient "éloignés". Ils estimaient ces cadres responsables d'un management agressif à l'origine, selon eux, du suicide d'une de leurs collègues le 24 octobre dernier. Le lundi 5 novembre, 300 personnes se sont réunies en fin d'après-midi à l'appel de l'intersyndicale, en soutien aux postiers qui avaient presque tous cessé le travail. Des facteurs sont également en grève à Rouen pour dénoncer les réorganisations qui menacent leurs bu-

reaux et la qualité de leur travail (un mouvement similaire a eu lieu à Rennes au printemps¹). Dans les Hauts-de-Seine, les facteurs s'apprêtent à entamer leur 8ème mois de grève², débutée le 26 mars dernier ! Des bureaux de Seine-saint-Denis les ont rejoints ces derniers jours.

☐ Mobilisation contre 2000 suppressions d'emploi dans la formation professionnelle

Le **7 novembre**, les salariés de l'Afpa (Centre de formations professionnelles qualifiantes pour adultes) ont débrayé pour protester contre la fermeture prévue de 38 sites de formation, qui menacent pas loin de 2000 emplois sur les 8000 que compte l'établissement. Attachés à leurs emplois, les travailleurs et travailleuses de l'Afpa se battent aussi pour que perdure un modèle social qui assure la formation de toutes et tous, à tous les âges de la vie. La formation professionnelle était pourtant présentée comme une priorité par le gouvernement...

☐ Manifestations contre la suppression de 2600 postes d'enseignants

Le **12 novembre**, des milliers d'enseignants de l'Éducation nationale ont défilé à Paris et partout en France. Ils étaient 2000 à Lyon, 1500 à Lille et Rennes pour protester contre la suppression de 2600 postes d'enseignants dans le second degré. Le nombre de lycéens attendus est en augmentation pour les deux années à venir. Selon les syndicats, un enseignant du primaire sur quatre a fait grève, et un sur deux dans les collèges et lycées. Le ministère a évalué le nombre de grévistes à 9% et 14%.

☐ Mobilisation à Chambéry contre la fermeture de points d'accueil de l'Assurance maladie

Le **13 novembre**, à Chambéry, les salariés de la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) se sont mobilisés pour dénoncer la politique managériale qu'ils jugent terrifiante. Ils souhaitent aussi que la direction arrête de supprimer des postes en refusant de renouveler les postes de ceux et celles qui partent en retraite. Ils regrettent que le nombre d'antennes ouvertes au public ne cesse de diminuer.

☐ Grèves dans l'Ouest contre la suppression de lits à l'hôpital psychiatrique

Le **15 novembre**, plusieurs piquets de grève se sont tenus dans les hôpitaux psychiatriques, à Niort, Saintes, La Rochelle, Poitiers et Angoulême. Les grévistes protestent contre

"les différentes réformes libérales qui asphyxient la psychiatrie en l'étranglant budgétairement", explique la CGT dans un communiqué.

Suppressions de postes et de lits, fermeture de structures,

"partout les conditions d'hospitalisation se dégradent et parfois deviennent inhumaines, voire inaccessibles pour beaucoup de patients", ajoute le syndicat.

¹ <https://www.bastamag.net/Au-nom-du-service-public-postal-bientot-quatre-mois-de-greve-pour-les-facteurs>

² <https://www.facebook.com/sudposte.hautsdeSeine/>

Les syndicats infirmiers appellent aussi à la grève, toutes spécialités confondues, ce mardi 20 novembre.

► Lire aussi : *Hôpitaux psychiatriques : des infirmiers « comme dans une tranchée en temps de guerre »*

☐ Grève des pompiers de l'Essonne contre le manque de moyens

Les pompiers de l'Essonne sont en grève depuis le **19 novembre**. En cause : la baisse des effectifs et des moyens financiers, et la hausse du nombre d'interventions.

"Nous avons l'obligation de porter secours, mais il y aura des carences en cas de gros problème sur un secteur", prédit la CGT qui estime qu'il manque 100 pompiers pour assurer un service de qualité en continu.

Un grand rassemblement est prévu ce jeudi 22 novembre à Évry.

☐ Appel contre les suppressions de postes à Pôle emploi

Ce **20 novembre**, une intersyndicale appelle à la grève à Pôle emploi, contre les suppressions de poste au sein du service public de l'emploi prévues dans le projet de Budget de la loi de finances pour 2019. Selon les syndicats, 800 équivalents temps plein seront supprimés, s'ajoutant aux 300 postes et 1400 contrats aidés amputés en 2018.

"De telles suppressions de postes ne pourront pas se faire sans dégrader le service rendu aux demandeurs d'emplois et aux employeurs, on le voit déjà avec la baisse du nombre d'agents en charge de l'indemnisation ainsi qu'avec les portefeuilles de demandeurs d'emploi qui continuent d'exploser", souligne³ l'intersyndicale.

► Lire aussi : *« Pôle emploi, c'est vraiment devenu une machine de guerre »*

☐ "Journée morte" contre la suppression de tribunaux d'instance

Le **22 novembre**, le syndicat des avocats de France (SAF) appelle à une "journée morte" dans les tribunaux pour dénoncer le projet de loi de programmation de la Justice, examiné par l'Assemblée nationale depuis le 19 novembre. Le Saf proteste contre la suppression de nombreux tribunaux d'instance et de grande instance avec un risque de perte de proximité territoriale entre les justiciables et les lieux de justice.

Le syndicat des avocats regrette par ailleurs que l'encadrement des plateformes privées de résolution amiable des litiges soit abandonné. Il proteste également contre la diminution des droits de la défense, et des mineurs étrangers non accompagnés.

"Il faut que le gouvernement comprenne que nous n'accepterons jamais un projet qui institue une justice illisible, livrée à des intérêts privés, éloignée du justiciable et qui consacre un nouveau recul des droits de la défense et des droits fondamentaux", écrit le SAF.

³ <https://www.snap-pole-emploi.com/wp-content/uploads/2018/10/communiqué-de-presse-20-novembre-VF.pdf>

☐ Marseille, Saint-Nazaire, Bobigny, Lyon : mobilisations dans le nettoyage, l'industrie, le commerce ou le métro



Le secteur privé n'est pas en reste... À Marseille, les salariées d'une société de nettoyage sous-traitante d'un hôtel ont réussi à obtenir des augmentations salariales après quatre jours de grève.

A Paris, la lutte du personnel de ménage de l'hôtel de luxe Hyatt se poursuit⁴.

À Saint-Nazaire, la menace de licenciement pesant sur deux salariés de l'usine *Man energy solutions*, qui fabrique des systèmes de propulsion pour la navigation, a déclenché trois jours de grève, du

14 au 16 novembre. Le mouvement social a été suivi à 99 % par les ouvriers, soit environ 200 grévistes. Il y a aussi un mouvement social parmi les salariés du magasin *But* de Bobigny menacé de fermeture. A Lyon, les travailleurs du métro, géré par *Kéolis*, filiale de la *SNCF*, entament leur seconde semaine de grève

► voir aussi notre reportage : [une journée avec les agents de nettoyage du métro, ces travailleurs invisibles et multitâches...](#)

Nolwenn Weiler

En photos : manifestation d'enseignants et de lycéens le 12 novembre à Paris, manifestation de soutien aux personnels de ménage en lutte, le 18 octobre à Paris / © Serge d'Ignazio

Lire aussi :

► [Fiche de paie à zéro euro, retenues sur salaire : comment tenir dans la durée quand on est gréviste ?](#)

⁴ <https://www.bastamag.net/En-plein-coeur-du-Paris-chic-le-personnel-d-un-palace-en-route-pour-une-greve>